

Décembre 2017

### PROTEGER L'AGENT :

Si l'agresseur paraît menaçant, faire évacuer le centre d'examen (candidats et auto-écoles). Accompagner le collègue dans un lieu sécurisé (bâtiment fermé à clés par exemple) ou l'exfiltrer (le faire monter à bord du véhicule d'un collègue et quitter le centre d'examen).

### ALERTER LES FORCES DE L'ORDRE

C'est impératif en cas d'agression physique ou si l'agression est verbale mais que l'agresseur refuse par exemple de quitter le centre d'examen.

- Police ou Gendarmerie : 17

### ALERTER LES SERVICES DE SECOURS / CONDUIRE LA VICTIME CHEZ UN DOCTEUR SI NECESSAIRE

- Samu : 15
- Pompiers : 18
- Numéro unique européen regroupant les « urgences » : 112

La victime sera accompagnée d'un ou plusieurs collègues pour se rendre chez un docteur si cela s'avère nécessaire.

### AVERTIR LA HIERARCHIE

Un collègue prévient sans attendre le DPCSR ou à défaut son adjoint ou le chef de service pour l'informer de l'agression.

### AVERTIR LE SNICA-FO

Contacteur le délégué syndical départemental du SNICA-FO ou à défaut le régional. Il fera remonter immédiatement l'information au secrétariat général par téléphone.

### CONSULTER UN MEDECIN

Le médecin produit un certificat médical d'accident de travail initial (fixant le siège et la nature des lésions y compris psychiques), ou un certificat médical portant ces informations. NE PAS UTILISER LA CARTE VITALE.

### DEPOSER PLAINTE

Un collègue, de préférence le délégué syndical du SNICA-FO, doit accompagner l'IPCSR déposer plainte : ce dernier étant choqué, il est normal qu'on le transporte et l'accompagne dans cette démarche. Lors de ce dépôt de plainte le certificat du médecin et les témoignages éventuels doivent être fournis.

**A NOTER :** Déposer plainte est un droit. Les policiers ou gendarmes n'ont pas le droit de refuser en imposant la procédure de la main courante. Il faut EXIGER UN DÉPÔT DE PLAINTE. **L'agent victime d'une agression ne doit pas communiquer ses coordonnées personnelles lors du dépôt de plainte, mais celles de sa DDT (M), DDCSPP ou Préfecture,** car l'agresseur peut avoir accès à ces informations.

### DROIT DE RETRAIT

Les collègues peuvent stopper les examens en signe de solidarité et/ou par crainte de la survenance d'un « danger grave et imminent » comme par exemple, le retour toujours possible de l'agresseur sur le centre d'examen. Le SNICA-FO soutiendra tous les collègues qui décideront de ne pas reprendre le travail le jour de l'agression.

**A CONSULTER :** La note « procédure agression » rédigée par la DSR qui formalise les réactions attendues de l'Administration, y compris en termes de prévention, ainsi que, l'attitude à adopter en cas de délivrance d'un titre sous la contrainte.